

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Education : l'AFD a injecté 101 milliards pour les établissements scolaires

**ALORS** qu'elle célèbre ses 75 ans de présence dans notre pays, l'institution française, à travers ce prêt, s'est engagée à contribuer à l'augmentation des capacités d'accueil par la construction de 550 salles de classe dans le Grand Libreville. Depuis vendredi dernier, Marie Sennequier, la directrice de l'antenne du Gabon de l'Agence française de développement, entreprend une visite des réalisations financées par sa structure au cours de ces dix dernières années.

G.R.M  
Libreville/Gabon

EN 75 ans de coopération, l'Agence française de développement (AFD) s'est positionnée comme un des principaux partenaires stratégiques du Gabon. Axant ses interventions dans divers domaines touchant aussi bien l'économie que le social.

Dans ce dernier registre, l'AFD s'est focalisée notamment sur la formation, en finançant la construction et la rénovation des établissements scolaires. Ces dernières années, c'est du reste dans ce cadre qu'intervient le Programme d'investissement dans le secteur de l'éducation (PISE), à travers lequel l'institution française a mis à la disposition du Gabon une enveloppe de 101 milliards de FCFA pour la construction de 15 établissements scolaires du secondaire et du primaire dans le Grand Libreville. Et même la réhabilitation et l'extension des lycées et collèges existants.

La semaine dernière, la directrice de l'Agence française de développement au Gabon, Marie Sennequier, a fait le tour de



**A travers PISE, notamment, l'AFD a contribué à la construction et à la rénovation de nombreux établissements scolaires. Un chantier qui devrait se poursuivre.**

certaines réalisations financées par son institution. D'abord au complexe scolaire d'Alibandeng, puis à l'arboretum Raponda Walker. Se félicitant de ce que, "premier bailleur bilatéral, partenaire historique du Gabon, l'AFD demeure portée par son engagement en faveur du climat et du lien social, en prenant en compte les besoins exprimés par les Gabonais".

Le Programme d'investissement dans le secteur de l'éducation est l'un des plus importants financés par l'Agence française de déve-

loppement au Gabon, au cours de cette dernière décennie. Il a pour finalité d'améliorer les conditions d'enseignement des apprenants, pour garantir un meilleur développement de leurs compétences et une meilleure prise en compte des besoins des populations en zones urbaines en forte croissance.

En somme, le projet vise à contribuer à la réduction du déficit en infrastructures scolaires et apporter une réponse au phénomène des effectifs pléthoriques. D'où, dans la première phase,

la réalisation de 550 salles de classes qui impacteront plus de 25 000 élèves. Et, pour la deuxième phase, la perspective de la construction de nouveaux établissements à Port-Gentil et à Libreville.

Le prêt accordé en 2016 au Gabon prend normalement fin cette année. On a appris qu'il serait en cours de restructuration, en vue de prolonger la date d'achèvement technique du projet Pise au 31 décembre 2027.

La construction ou réhabilitation de 13 autres établissements

scolaires répartis entre les capitales politique et économique du Gabon est à l'étude en ce moment, avec un démarrage des travaux qui pourrait intervenir dès l'année prochaine. L'objectif fondamental étant d'appuyer le ministère de l'Éducation nationale dans la prise en charge de l'amélioration des conditions de scolarisation et d'apprentissage des élèves, par la réduction du déficit en personnels enseignants, le renforcement de la vie scolaire, le pilotage et la gouvernance des établissements, ainsi que la maintenance et l'entretien des infrastructures scolaires.

Dans tous les cas, le prolongement du programme est d'autant plus souhaitable qu'il est urgent de répondre aux multiples défis posés au système éducatif public gabonais. Des défis liés à l'insuffisance des salles de classe, au sureffectif et au manque d'enseignants qui diminue le temps d'apprentissage.

Pour les responsables de l'AFD, "en dépit d'un démarrage retardé en raison de problèmes administratifs et de la crise sanitaire de la Covid-19, le projet Pise est une réussite".

De la Caisse centrale créée en 1941 et établie au Gabon en 1948 jusqu'à son appellation d'aujourd'hui, l'Agence française de développement se veut donc un partenaire technique et financier historique de notre pays. Elle contribue ainsi à l'engagement de la France en faveur de l'atteinte des objectifs de développement durable.

Aujourd'hui, l'AFD accompagne une grande variété de projets et d'acteurs pour favoriser un modèle de développement inclusif, créateur de valeur et respectueux de l'environnement. L'éducation, la santé, le transport ou encore la protection de l'environnement sont autant de secteurs actuellement soutenus par l'Agence au Gabon.

### Contrepoint

## PISE : Port-Gentil et Libreville pour la deuxième phase

G.R.M  
Libreville/Gabon

ALORS que la première phase du Programme d'investissement dans le secteur de l'éducation (PISE) connaît un réel succès, avec la livraison de ses réalisations, la seconde pourrait commencer dès l'année prochaine. Le gou-

vernement et l'Agence française de développement, son partenaire, ont suffisamment avancé dans leurs discussions.

Cette deuxième phase du programme devrait se concrétiser par la construction de quatorze autres établissements, c'est-à-dire six à Port-Genil et sept à Libreville. Les sites pour recevoir ces établissements ont déjà été choisis, confirment

les autorités du ministère de l'Éducation nationale. Les financements (50,5 milliards de FCFA) sont déjà disponibles, assure, de son côté, l'institution française.

Dans cette seconde phase, la priorité accordée à la capitale politique et à la cité pétrolière est partie de la conclusion d'une enquête qui a établi un réel besoin de renforcement

des capacités d'accueil dans ces deux localités. Cela, vraisemblablement du fait de l'exode vers Libreville et Port-Genil qui accueillent les 2/3 de la population du pays.

L'objectif spécifique poursuivi sera le même que lors de la première phase du projet PISE. A savoir contribuer à l'amélioration de la qualité de l'offre éducative et la vie scolaire.